



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent du patrimoine canadien

CHPC



NUMÉRO 009



1^{re} SESSION



41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 1^{er} novembre 2011

Président

L'honorable Rob Moore

Comité permanent du patrimoine canadien

Le mardi 1^{er} novembre 2011

•(0845)

[Traduction]

Le président (L'hon. Rob Moore (Fundy Royal, PCC)):
Bonjour à tous.

Commençons.

Bienvenue au Comité permanent du patrimoine canadien.

Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin Son Excellence Justin Hugh Brown, haut-commissaire de l'Australie au Canada.

Merci de votre présence, Votre Excellence.

Il sera avec nous de 8 h 45 à 9 h 30. Ensuite, de 9 h 30 à 10 h 30, nous entendrons d'autres témoins. De 10 h 30 à 10 h 45, nous discuterons des travaux du comité.

Comme vous le savez, l'Australie a célébré son centenaire en 2001. Nous pourrons donc, espérons-le, profiter de l'expérience de nos amis australiens.

Nous vous souhaitons la bienvenue, Votre Excellence. Habituellement, les témoins font une déclaration préliminaire, puis nous passons aux questions.

Merci. La parole est à vous.

Son Excellence Monsieur Justin Hugh Brown (haut-commissaire d'Australie au Canada, Haut-commissariat pour l'Australie): Merci, monsieur le président.

[Français]

Être ici avec vous aujourd'hui est pour moi un grand plaisir.

[Traduction]

Je dirai d'abord quelques mots, puis je répondrai à vos questions. J'ai distribué ma déclaration.

D'abord, il peut être utile de rappeler une évidence, soit que l'Australie et le Canada se ressemblent à plusieurs égards. Ce sont des pays relativement jeunes, d'anciennes colonies, ayant une population multiethnique et un gouvernement fédéral. Alors je pense que comparer leur manière d'aborder les grandes célébrations historiques est une bonne idée.

Comme vous l'avez dit, monsieur le président, l'Australie a célébré le centenaire de la fédération en 2001. La commémoration a duré toute l'année.

Un des principaux objectifs était de rallier les gens de partout au pays. Le centenaire était situé, bien sûr, dans le contexte des fêtes du bicentenaire de l'établissement des Blancs en Australie, qui ont eu lieu en 1988, et des Jeux olympiques de Sydney, qui se sont déroulés en 2000. Ces deux événements étaient très axés sur Sydney. À l'inverse, les célébrations de 2001 devaient toucher toutes les villes d'Australie. De plus, elles se sont étendues sur de nombreux jours et de nombreux mois et soulignaient les événements de 1901.

Un des objectifs de l'année était de sensibiliser la population à l'évolution de la démocratie et à l'établissement du Commonwealth en 1901. Pourquoi? Parce que, selon des recherches, seul un quart des Australiens environ savaient ce qu'était une fédération, et moins d'un cinquième connaissaient le nom de leur premier premier ministre. D'ailleurs, il y a eu une vaste campagne de relations publiques à ce sujet au moment des célébrations, c'est-à-dire, quel genre de pays oublie le nom de son premier premier ministre?

Les célébrations visaient aussi à alimenter le débat sur les défis actuels et futurs que devait relever l'Australie. Le processus a été entamé par la formation d'un conseil consultatif sur le centenaire de la fédération, qui a soumis en 1994 un rapport contenant des recommandations sur la façon de célébrer le centenaire.

Le gouvernement fédéral a ensuite établi un conseil national en partenariat avec les États et les territoires fédérés. Il a alloué 12 millions de dollars au secrétariat du conseil, 22 millions aux célébrations, 9 millions à l'éducation et 15 millions aux communications ou médias.

Un fonds de 1 milliard de dollars a été créé pour laisser un héritage durable après les célébrations. Il devait être affecté à trois catégories. D'abord, les grands projets, notamment la construction d'un musée national et l'expansion du monument commémoratif de guerre. La deuxième catégorie visait les projets culturels et patrimoniaux, et la troisième, les projets communautaires.

Comme je l'ai déjà dit, les célébrations ont été très décentralisées, se sont étalées sur toute l'année et devaient avoir des répercussions importantes dans tous les États et les territoires. En tout, environ 4 000 activités ont eu lieu au cours de l'année.

L'approche adoptée comportait trois volets. Il y avait d'abord un programme d'événements d'importance nationale, centraux, comme on les appelait, auxquels ont participé tous les États et les territoires — les provinces australiennes —, et chacun a organisé au moins un événement.

Un aspect important du processus était de changer la perception selon laquelle l'Australie se limite à la Hume Highway, l'autoroute principale reliant Sydney à Melbourne. De nombreuses activités ont eu lieu dans le nord et à l'intérieur de l'Australie, dans les zones rurales, à l'extérieur des régions urbaines. Je vais vous donner quelques exemples de ce qui s'est fait.

Une cérémonie intitulée New Dawn a eu lieu à Alice Springs, dans le centre de l'Australie, le 1^{er} janvier.

Le plus grand rassemblement d'Autochtones de tous les temps s'est tenu près d'Alice Springs pendant le festival Yeperenye. Le peuplement autochtone de l'Australie remonte à il y a très longtemps. Jamais, en 50 000 à 60 000 ans de peuplement, y avait-il eu de rassemblement de danseurs et d'artistes autochtones venus des quatre coins du pays. Ça aurait été difficile à faire avant 1788, alors c'était évidemment très spécial d'y parvenir à l'occasion du centenaire.

À Townsville, dans le Queensland, l'État du nord-est de l'Australie, une foule s'est réunie pour un défilé du nord du Queensland, une des plus nombreuses de l'histoire de l'Australie tropicale. Le défilé, qui mêlait fierté nationale et régionale, s'est ensuite déplacé lentement le long du littoral.

● (0850)

Enfin, une célébration visant le Parlement a eu lieu dans son lieu d'origine, Melbourne. La ville de Canberra a été bâtie dans les années 1913-1914. Auparavant, pendant la période séparant la fédération de la construction de la ville, Melbourne a été le siège temporaire du Parlement de l'Australie.

En fait, certaines des célébrations les plus populaires traversaient les frontières étatiques et territoriales. Par exemple, une flottille nommée *Source to the Sea* formée de bateaux anciens et modernes a suivi le fleuve Murray. Ce fleuve relie trois États australiens.

Un train de 31 voitures a assuré la liaison entre Perth et Adelaïde pour commémorer l'ouverture du chemin de fer transcontinental. La construction de ce chemin de fer était une des promesses qui avaient convaincu les Australiens de l'Ouest de se joindre au Commonwealth. On a mis 100 ans à la réaliser.

Le Federation AirShow s'est aussi tenu dans la région de l'intérieur, où Qantas et le Royal Australian Flying Doctor Service ont vu le jour.

Le deuxième volet concernait un programme visant à encourager les organisations et les communautés à élaborer leurs propres activités, qu'il s'agisse de festivals, de défilés, de compétitions sportives ou de colloques universitaires. Une d'elles était un concours de barbe en l'honneur des pères de la fédération. Il s'agissait sans doute plus d'un hommage au sens de l'humour des Australiens que d'un véritable projet historique.

Le troisième volet concernait des projets nationaux visant à laisser un héritage durable. Par exemple, 1,8 million de médailles commémoratives ont été fabriquées pour les enfants d'âge scolaire. Un site Web a été créé pour recueillir les histoires locales des communautés de tout le pays, surtout les histoires issues de la tradition orale, et une exposition de documents fondateurs s'est tenue aux Archives nationales.

La commémoration s'est aussi déplacée à l'étranger. À Londres, il y a eu une semaine de l'Australie. Des festivals artistiques et des expositions itinérantes se sont tenus en Asie — voisine de l'Australie — et certains d'entre vous se souviendront peut-être de la présence de l'Australie au Bal de neige d'Ottawa cette année-là.

Cette année se voulait avant tout une célébration, bien sûr, mais aussi un moment consacré à la réflexion et même, à certains égards, à la critique. Quelques conférences examinant des aspects de l'histoire de l'Australie d'un oeil critique ont été données. Dans de telles célébrations, il est souvent difficile de trouver le juste équilibre entre louer le passé et le décrier. Ces activités étaient une tentative de se pencher sur l'histoire de l'Australie de manière objective et de tirer des leçons du passé.

Dans l'ensemble, les célébrations du centenaire ont laissé un héritage à long terme positif et concret découlant des projets dont j'ai parlé, comme le chemin de fer reliant Alice Springs à Darwin, ou plus abstrait, comme l'accroissement important de la connaissance de l'histoire de l'Australie et la fierté nationale.

Je répondrai aux questions avec plaisir, monsieur le président.

● (0855)

Le président: Merci, Votre Excellence.

C'est à M. Gill de poser la première question.

M. Parm Gill (Brampton—Springdale, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à vous remercier, Votre Excellence, d'être venu témoigner devant le comité, de nous avoir fourni de précieux renseignements et de nous avoir fait part de votre expérience pour que nous puissions faire de ce 150^e anniversaire un événement grandiose.

Ma première question est la suivante: vous avez mentionné que le gouvernement fédéral d'Australie avait bien entendu distribué des fonds et participé à la promotion de différents événements. Pourriez-vous nous expliquer les autres moyens mis en oeuvre par le gouvernement pour promouvoir les activités du centenaire en Australie?

M. Justin Hugh Brown: Comme je l'ai dit, on a établi un conseil national qui était, si vous voulez, le comité organisateur des diverses célébrations. Il a été créé en partenariat par les gouvernements fédéral, étatiques et territoriaux. Les deux ordres de gouvernement ont dirigé le conseil et organisé les activités ensemble.

En plus du financement, le gouvernement fédéral a participé à la prise de décision sur l'utilisation des fonds et le choix des projets qui obtiendraient l'appui du conseil.

M. Parm Gill: Je suppose que l'État a aussi participé au financement de la plupart de ces projets?

M. Justin Hugh Brown: L'État...?

M. Parm Gill: Vous avez dit les gouvernements fédéral et étatique...?

M. Justin Hugh Brown: Oui.

M. Parm Gill: Alors je suppose qu'ils étaient tous deux partenaires de financement?

M. Justin Hugh Brown: C'est exact, oui. Tous deux ont fourni des fonds et participé à la constitution du conseil national.

M. Parm Gill: Pourriez-vous nous dire, d'après votre expérience, ce qui s'est avéré le plus efficace? Aussi, quels aspects ont été ciblés par le gouvernement comme devant être améliorés en vue des prochaines célébrations?

M. Justin Hugh Brown: Comme je l'ai dit dans ma déclaration, je pense qu'un des problèmes que la commémoration devait tenter de régler était l'ignorance généralisée de l'histoire de l'Australie chez les citoyens australiens. À cet égard, le concours visant à nommer le premier premier ministre a été révélateur. C'était un des objectifs.

Le deuxième objectif était d'élargir la portée des célébrations au-delà de Sydney. Bien sûr, Sydney est le berceau de l'Australie, de l'Australie blanche. Les manifestations commémoratives ont été volontairement étendues aux quatre coins du pays pour que tous les citoyens et toutes les communautés aient le sentiment de faire partie du processus. L'éclosion d'un sentiment national et d'une réflexion sur le passé pour faire face à l'avenir étaient les deux objectifs principaux.

Le troisième objectif visait ce qu'on pourrait appeler des projets de construction de la nation. J'ai mentionné le chemin de fer entre Darwin et Adelaïde et d'autres grands projets, qui devaient alimenter le sentiment national en Australie. Comme au Canada, les identités régionales sont marquées en Australie. Selon les États, les gens n'ont pas la même idée de ce qu'est un Australien de l'Ouest ou un habitant du Queensland. Rassembler les régions du pays par certains de ces projets et activités de commémoration était un objectif récurrent toute l'année.

M. Parm Gill: J'imagine qu'on a mis en place un processus permettant la collaboration des communautés et des citoyens. Pouvez-vous nous dire combien de temps ont duré les préparatifs pour ces célébrations et si, en fin de compte, ça s'est avéré suffisant?

M. Justin Hugh Brown: Comme je l'ai dit, le processus a été entamé en 1994 avec la création d'un comité consultatif, qui a soumis un rapport contenant des recommandations sur les différentes façons de célébrer le centenaire. Ce comité a consulté les communautés et divers ordres de gouvernement. Nous avons commencé sept ans avant le centenaire. Est-ce que ça a été suffisant? Je ne suis pas sûr.

• (0900)

M. Parm Gill: C'est bon.

Pourriez-vous simplement nous décrire l'héritage ou les répercussions de ces célébrations sur la société australienne?

M. Justin Hugh Brown: Les répercussions concrètes ont été, comme je l'ai dit, les chemins et de fer et certains projets concrets construits pendant le centenaire ou à cette époque. Ce sont, si vous voulez, des résultats tangibles de l'année.

Je laisse à d'autres le soin d'établir si certains des aspects intangibles ont contribué à resserrer le tissu national. Il y avait assurément un grand sentiment de fierté en Australie au moment du centenaire. L'Australie étant ce qu'elle est, un peu de cette fierté a bien sûr disparu avec le temps, mais je pense que cette année a réellement permis aux gens de ressentir une grande fierté nationale et de mieux connaître l'histoire de leur pays.

M. Parm Gill: Auriez-vous des conseils à nous donner, en tant que Canadiens, sur la préparation de notre 150^e anniversaire?

M. Justin Hugh Brown: Je ne pense pas que j'oserais me hasarder à donner une opinion personnelle sur la manière dont vous devriez organiser votre centenaire.

Des voix: Oh, oh!

M. Parm Gill: Je vous en suis reconnaissant, merci.

Je cède mon temps de parole à M. Calandra.

M. Paul Calandra (Oak Ridges—Markham, PCC): Merci beaucoup, Votre Excellence. Je suis heureux que vous soyez parmi nous.

Je me demandais s'il y avait eu un événement clé au coeur des célébrations.

M. Justin Hugh Brown: J'ai parlé de la cérémonie New Dawn qui a eu lieu à Alice Springs. Je pense que ça a probablement été la manifestation principale, si vous voulez. C'était une tentative volontaire de tenir un événement ailleurs qu'à Sydney, car on craignait que, à cause des Jeux olympiques et du bicentenaire trois ans plus tôt, la chose devienne trop axée sur Sydney. La place des peuples autochtones en Australie a évidemment été un aspect important des célébrations. La cérémonie New Dawn d'Alice Springs a probablement été l'événement le plus marquant de l'année.

M. Paul Calandra: À propos des communautés autochtones, comment avez-vous réussi à les intégrer aux célébrations de manière à...? Ce n'est pas un commentaire sur l'histoire de l'Australie, mais peut-être plus sur celle du Canada. Comment êtes-vous parvenus à les intégrer aux célébrations pour qu'ils aient l'impression d'en faire partie et non d'être... Je ne veux pas dire « des victimes du passé », car ce serait un mauvais choix de mots, mais comment avez-vous réussi à les intégrer aux célébrations de manière à ce qu'ils sentent qu'ils avaient participé à ce que vous aviez accompli pendant ces 100 ans?

M. Justin Hugh Brown: Nous avons travaillé fort avec les différentes communautés autochtones du pays, du rapport initial du comité consultatif, qui avait insisté sur l'importance de la participation des Autochtones, aux travaux du conseil national.

Il y a eu de nombreux contacts directs avec la communauté autochtone, qui, en Australie, ne forme pas un bloc monolithique, dois-je préciser. Différents groupes autochtones sont dispersés aux quatre coins du pays, dans les zones urbaines comme dans les communautés éloignées. Un des aspects importants de l'année a été de faire participer toutes les communautés autochtones, de mettre de côté nos différences politiques, si vous voulez, et de fêter ce que nous avions accompli comme pays. La dépolitisation était importante.

Bon, je n'irais pas jusqu'à dire que tous les Autochtones de la communauté étaient ravis de tous les aspects du centenaire, mais il y a eu une très bonne participation de la part de nombreux groupes autochtones, surtout pour la cérémonie New Dawn. Donc, en gros, je pense que ça a été un succès.

Le président: Merci, monsieur Calandra.

Passons maintenant à Mme Boutin-Sweet.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet (Hochelaga, NPD): Merci.

Vous avez parlé de conférences publiques dans le cadre desquelles on portait un regard critique sur l'histoire, de façon à tirer des leçons du passé. Ça m'a intriguée. J'aimerais que vous nous donniez plus de détails sur ce sujet.

• (0905)

[Traduction]

M. Justin Hugh Brown: Merci.

Il y a eu de nombreux événements: ceux qui ont officiellement fait partie du centenaire, et d'autres qu'on pourrait peut-être qualifier d'événements « non officiels ». Par exemple, des conférences et des colloques sur l'histoire de l'Australie ont été tenus dans de nombreuses universités.

Soit dit en passant, l'Australie est un pays qui ne parle vraiment pas souvent de son histoire. Ça a vraiment été une nouvelle approche pour notre communauté que de réfléchir à notre histoire comme pays.

La communauté est assez fortement divisée en ce qui concerne les événements du passé, surtout lorsqu'il est question de la communauté autochtone. À l'époque, nous avions un gouvernement conservateur qui était plutôt convaincu qu'on s'attardait trop aux problèmes du passé, aux manquements des gouvernements australiens précédents et ainsi de suite. Il y a eu un vif débat, comme il arrive souvent en Australie, avec les deux parties donnant leur opinion, et de nombreux articles ont été publiés, par exemple, pour exprimer divers points de vue concernant l'histoire de l'Australie.

Je ne pense pas qu'aucun d'eux ait atteint un paroxysme, si vous voulez, mais ils faisaient partie des efforts déployés pour améliorer l'image que nous avions de nous-mêmes comme nation et pour accroître les connaissances de base sur notre histoire, surtout auprès du grand public et des enfants d'âge scolaire. Je ne pense pas que ça ait été plus sophistiqué que ça.

Mais, comme je l'ai dit, pour un pays qui n'a vraiment jamais beaucoup parlé de son histoire et ne se penche pas vraiment très souvent sur son passé, c'était une approche plutôt novatrice et radicale.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Vous avez aussi parlé de projets communautaires. Pouvez-vous nous donner quelques exemples?

[Traduction]

M. Justin Hugh Brown: Aucun exemple ne me vient à l'esprit. Le seul projet dont j'ai entendu parler est celui de Townsville, dans le nord du Queensland.

Le nord du Queensland a sa propre culture, si je puis dire. Dans cet État, le rassemblement soulignait, si on veut, l'appartenance à cette région. Il y a eu un grand tableau historique, un genre de défilé, à Townsville, sur le littoral. Cette activité a été conçue et mise en oeuvre grâce à la participation de la communauté. C'était une des activités non métropolitaines financées par le fédéral et les États, mais qui était organisée par la communauté.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Si j'ai bien compris, les projets avaient été conçus et planifiés par la communauté. Est-ce bien cela?

[Traduction]

M. Justin Hugh Brown: C'était le cas de nombreux projets, mais pas de tous. Pour certains projets individuels à l'échelle communautaire, les communautés pouvaient demander des fonds au conseil national. Ces fonds ont été octroyés dans de nombreux cas, du moment que les lignes directrices et les critères établis par le conseil étaient respectés. C'était à la fois un processus ascendant, avec comme point de départ les communautés, et un processus descendant.

• (0910)

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Merci. Je vais céder le temps qu'il me reste à M. Cash.

[Traduction]

M. Andrew Cash (Davenport, NPD): Merci, Marjolaine.

Merci d'être venu, Votre Excellence.

J'aimerais que vous nous parliez de la gouvernance du centenaire, du conseil national. Il s'agissait d'un organisme non partisan et indépendant. Pourquoi le gouvernement australien a-t-il choisi cette avenue pour l'organisation de la célébration?

M. Justin Hugh Brown: Je crois que tout gouvernement craint d'être accusé de se servir des commémorations nationales à des fins partisans.

M. Andrew Cash: C'est la première fois que j'entends ça...

M. Justin Hugh Brown: C'est très rare, je sais...

Des voix: Oh, oh!

M. Justin Hugh Brown: ... mais, même dans mon pays, c'est arrivé à l'occasion.

Dans le cas présent, je crois qu'on voulait vraiment éviter d'organiser une célébration qui aurait eu l'air de donner trop d'importance aux points de vue d'un parti politique ou d'un acteur de la communauté.

Comme je l'ai dit plus tôt, l'objectif était très clair: non axé sur Sydney; un processus ascendant, s'appuyant sur les communautés; à l'échelle du pays. De plus, il était important de laisser les considérations politiques de côté.

M. Andrew Cash: Pour ce qui est de la participation des régions et du gouvernement fédéral, la politique entre toujours en jeu, bien sûr, lorsqu'on tente de créer un organisme non partisan. Comment avez-vous procédé pour mettre le conseil national sur pied?

M. Justin Hugh Brown: Comme au Canada, notre gouvernement fédéral a très rarement le même visage politique que les administrations des États et des territoires. Nous sommes représentés par des partis différents. Par conséquent, tout projet coopératif entre le fédéral et les États doit être, par définition, un compromis politique. Une fois qu'un consensus sur ce compromis est atteint au sein des membres de la fédération, le processus suit son cours, du haut vers le bas.

La création du conseil national, l'établissement des critères et l'élaboration des principales lignes directrices ont été l'oeuvre d'un partenariat entre l'administration fédérale et les administrations des États et des territoires, tous partis confondus. Je crois qu'à l'époque, le gouvernement fédéral était conservateur, alors que les États de l'Australie sont le plus souvent dirigés par le Parti travailliste, un parti social-démocrate.

M. Andrew Cash: Donc, ce fonds de 1 milliard de dollars...

Le président: Merci, monsieur Cash.

La parole est maintenant à M. Simms.

M. Scott Simms (Bonavista—Gander—Grand Falls—Wind-sor, Lib.): Merci, monsieur le président.

Comme vous l'avez dit, il semble qu'on ait délibérément voulu éviter une célébration axée principalement sur Sydney, car elle a vraiment été basée sur les communautés. Deux choses sont en jeu ici, semble-t-il. Un État donné peut souhaiter célébrer son existence et son histoire, qui peuvent être différentes de celles des autres États du pays. Je tiens à le souligner, car, étant moi-même de Terre-Neuve-et-Labrador, j'ai des liens avec les gens de la Tasmanie, pour des raisons évidentes.

Des voix: Oh, oh!

M. Scott Simms: C'est pourtant vrai. Ils sont comme nous, pour l'amour du ciel! Il semble exister certains éléments patrimoniaux clairement propres à cette région. Ont-ils été pris en considération dans l'élaboration du projet global?

M. Justin Hugh Brown: Oui. Sans vouloir vous ennuyer avec l'histoire de l'Australie, Sydney est le point central à de nombreux égards. C'est là où les premiers colons blancs se sont établis, et c'est effectivement à partir de cet endroit que le pays s'est développé.

C'est un fait historique, mais dans toute grande célébration, il faut trouver un équilibre entre souligner la colonisation par les Blancs et souligner le fait que l'Australie, cent ans plus tard, est un pays qui, comme le Canada, compte diverses communautés, des régions géographiques variées et des identités communautaires différentes. Un des défis a été de célébrer ces particularités.

M. Scott Simms: Lorsque c'est arrivé, qu'un groupe précis s'est manifesté — je cherche un exemple, peut-être pourriez-vous m'aider —, le gouvernement fédéral lui a-t-il versé des fonds avant que leur utilisation n'ait été déterminée, ou lui a-t-il versé ces fonds conformément aux normes nationales établies pour les célébrations?

J'essaie simplement de me faire une idée de la façon dont les célébrations locales se sont déroulées.

• (0915)

M. Justin Hugh Brown: Je répondrai à votre question par l'affirmative. Le conseil national a établi des critères et des lignes directrices sur le financement des projets, et les projets devaient être conformes aux grands thèmes et à l'approche adoptée pour le centenaire.

M. Scott Simms: Il ne s'agissait donc pas d'un simple paiement pour...

M. Justin Hugh Brown: À mon avis, aucun gouvernement n'accepterait de verser de l'argent à des groupes communautaires sans une certaine forme de reddition ou de transparence. Je crois que des critères généraux ont été établis, des critères plutôt faciles à respecter, et que les groupes communautaires ont été appelés à soumettre des demandes de financement.

J'ai mentionné l'exemple de Townsville, dans le nord du Queensland. Je suis certain que des défilés semblables ont eu lieu en Tasmanie.

La Tasmanie est une ancienne colonie de prisonniers, bien sûr, ce qui n'est pas le cas de Terre-Neuve-et-Labrador.

M. Scott Simms: Tout dépend du point de vue.

Des voix: Oh, oh!

M. Justin Hugh Brown: Eh bien, l'histoire de la Tasmanie était, à l'origine, très liée à ce thème, à celui d'une colonie de prisonniers en mer...

M. Scott Simms: Le meilleur est à venir, n'est-ce pas?

M. Justin Hugh Brown: ... c'est pourquoi la célébration de l'histoire de ce lieu précis a été organisée grâce à ces fonds.

Chaque petite communauté avait son projet. Je ne sais pas si je peux vous fournir d'autres exemples, mais il s'agissait d'un processus ascendant. Les critères et les lignes directrices étaient assez ouverts, tant que le projet ne visait pas trop à servir les intérêts de la communauté ou qu'il ne mettait pas en péril la dignité de l'événement. Je crois que l'approche de financement des demandes des communautés était plutôt généreuse.

M. Scott Simms: Vous avez aussi mentionné que des célébrations et des activités avaient eu lieu en dehors de l'Australie, notamment au Canada et à Londres.

Quels étaient leurs thèmes? Des groupes d'artistes ont-ils manifesté de l'intérêt pour se rendre à Londres? Ou le gouvernement central a-t-il dévoilé son plan pour Londres et demandé s'il y avait des volontaires par la suite?

M. Justin Hugh Brown: Un peu des deux.

À Londres, par exemple, il y a eu une semaine de l'Australie. Celle-ci était organisée par le conseil national. Des troupes, des spectacles et d'autres activités présentés à Londres pendant la semaine ont été financés par le conseil. Ces activités ont été centralisées et organisées par le conseil.

Autrement, c'était très semblable aux projets communautaires dont j'ai parlé. Des artistes qui souhaitaient se produire dans un endroit ayant un lien historique avec l'Australie, Londres étant l'exemple le plus évident, ont soumis une demande de financement au conseil.

M. Scott Simms: D'accord. Ils ont donc pu se rendre à l'étranger de leur propre chef?

M. Justin Hugh Brown: Bien sûr, mais s'ils souhaitaient représenter le centenaire, leurs activités pouvaient notamment être financées avec l'argent du conseil national.

M. Scott Simms: Combien de temps me reste-t-il?

Le président: Il vous reste une minute et demie.

M. Scott Simms: Quelle part du budget total a été consacrée à ce genre d'exercice externe?

M. Justin Hugh Brown: Je devrai prendre note de cette question, je crois.

M. Scott Simms: J'aimerais avoir une idée du montant, car je veux aborder cet aspect de nos célébrations. Je n'ai pas encore envisagé de transporter les célébrations du 150^e anniversaire à l'extérieur des frontières du Canada. Je ne sais pas où... L'Australie serait un endroit où aller, mais j'essaie simplement de m'imaginer la part consacrée aux relations externes. Comprenez-moi bien; je crois que c'est une excellente idée. Je crois que le pays, le secteur du tourisme et d'autres secteurs semblables en profiteraient.

M. Justin Hugh Brown: Je n'ai pas le chiffre. Je serai heureux de vous le trouver. Selon moi, il s'agit d'une petite part des dépenses totales. Il y a eu une semaine de l'Australie. Il y a aussi eu des festivals et des expositions d'art itinérants en Asie.

La participation de l'Australie au Bal de Neige s'est résumée, en gros, à des sculptures sur le thème de l'Australie.

Comparativement aux activités qui ont eu lieu en Australie, c'était peu de choses, d'après moi.

M. Scott Simms: Bien.

Le dernier point que je voulais aborder concerne le volet éducatif, un des plus grands héritages, qui sera un des points de mire de l'événement, aussi abordé sous l'angle des premières nations. Pouvez-vous nous dire ce qui a été fait pour les élèves lors de vos célébrations, surtout pour les plus jeunes, et commenter l'influence de ces célébrations sur l'éducation en Australie et sur son histoire?

● (0920)

M. Justin Hugh Brown: Comme je l'ai dit, 9 millions de dollars ont été affectés aux activités axées sur l'éducation pendant l'année. Un site Web regroupant des histoires locales spécifiquement destiné aux élèves a été créé. Divers autres projets Web ont été mis sur pied, visant à mieux faire connaître notre histoire aux élèves. C'est toute l'information que j'ai, mais...

M. Scott Simms: Selon vous, ça a été une grande réussite?

M. Justin Hugh Brown: Comme je l'ai déjà dit, l'Australie n'a pas pour habitude de réfléchir à son passé. On pourrait parler d'échec en ce sens. L'incapacité d'un bon nombre d'élèves à nommer notre premier premier ministre a été pour moi une révélation alarmante.

M. Scott Simms: En effet. Je crois que bon nombre d'enfants canadiens croient que notre premier premier ministre est le fondateur des restaurants McDonald's.

Le président: Merci, monsieur Simms.

Monsieur Young, la parole est à vous.

M. Terence Young (Oakville, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup d'être venu, monsieur.

Nous avons beaucoup de temps. Nous sommes en avance. Nous avons amplement le temps de planifier. Nous voulons créer un événement grandiose auquel participeront le plus de citoyens canadiens possible. Aviez-vous créé des programmes avant le centenaire, auxquels les gens ont pu participer, et qui ont mené aux célébrations?

M. Justin Hugh Brown: Pas à ma connaissance. Comme je l'ai mentionné, un comité consultatif a été créé en 1993-1994 puis a soumis un rapport au gouvernement sur la façon de célébrer le centenaire. La communauté a eu la chance de s'exprimer au cours du processus.

Mais nous avons eu le bicentenaire en 1998 et les Jeux olympiques de Sydney en 2000, alors je ne crois pas que des activités précisément axées sur le centenaire ont eu lieu entre-temps.

M. Terence Young: Le milieu des arts a-t-il participé à la diffusion de l'histoire et des célébrations de l'Australie en racontant des histoires aux citoyens et en les faisant participer? Je pense aux musiciens, aux danseurs, aux réalisateurs de cinéma et aux auteurs de pièces de théâtre.

M. Justin Hugh Brown: Je n'ai pas d'information précise à ce sujet, mais je suis convaincu que oui.

M. Terence Young: Vous avez dit avoir réuni les peuples autochtones. Est-ce que ça a créé des avantages durables pour ces peuples?

M. Justin Hugh Brown: Je ne crois pas qu'on ait évalué les avantages. D'un point de vue psychologique, il s'agissait certaine-

ment d'un moment historique. Le fait de réunir les nombreux groupes autochtones du pays pour la toute première fois a eu une grande incidence sur la communauté autochtone à l'époque. Il y a donc eu des effets sur le moral et le sentiment d'appartenance des groupes autochtones, mais, comme je l'ai dit, je ne crois pas qu'il y ait eu...

Je ne sais pas comment on pourrait évaluer les avantages à court et à long terme d'un tel événement. C'était d'abord et avant tout une célébration.

M. Terence Young: Y a-t-il eu des célébrations entourant de grandes réalisations dans les domaines de l'industrie, des inventions et des technologies?

M. Justin Hugh Brown: Je devrai prendre note de cette question.

M. Paul Calandra: Il existe plusieurs similitudes, évidemment, entre le Canada et l'Australie. Une des choses dont nous aimons parler — du moins dont j'aime parler — est la façon dont nous pourrions inciter les gens à se déplacer pendant les célébrations du 150^e anniversaire. Aviez-vous créé des programmes pour aider les gens à se déplacer afin de participer aux activités qui se déroulaient dans d'autres coins de l'Australie?

Est-ce que les États, à votre connaissance... Je sais qu'il n'est pas facile de répondre à certaines de nos questions, mais sait-on si des gens se sont déplacés en Australie pour participer à des activités en dehors de leur communauté? Des efforts ont-ils été déployés pour faire bouger les gens et leur permettre de voir d'autres régions du pays?

● (0925)

M. Justin Hugh Brown: Je n'en suis pas certain. Je n'ai pas de réponse à cette question.

La population de l'Australie est relativement mobile. J'ai l'impression que les gens se sont souvent rendus dans leur ville ou dans leur État pour participer à certaines célébrations. Beaucoup de personnes originaires du Nord du Queensland qui vivaient à Melbourne ou à Sydney sont retournées célébrer dans le Nord du Queensland, et vice versa.

Je ne crois pas que des fonds aient été affectés à ça par l'administration ou le conseil national. Ça s'est fait naturellement. Pour ces gens, le fait de célébrer le centenaire servait à manifester leur fierté d'être citoyens de cet État ou de cette ville.

M. Paul Calandra: Vous avez aussi mentionné qu'une partie de ce milliard a été affectée à la création d'un musée national. À quoi est consacré ce musée?

M. Justin Hugh Brown: La construction de ce musée, qui se trouve dans la capitale du pays, Canberra, a été achevée il y a plusieurs années. Le musée propose des objets et des expositions sur différents aspects de l'histoire de l'Australie. On y trouve une section sur le secteur manufacturier et sur l'industrie en général, notamment sur le secteur agricole, en Australie. Il y a aussi une section consacrée aux Autochtones, et des sections sur les principaux jalons de l'histoire de l'Australie.

D'une certaine façon, c'est un musée qui reflète tout ce qui s'est fait pendant le centenaire.

M. Paul Calandra: Quand les gens repensent aux célébrations, à quoi pensent-ils le plus? Y a-t-il un événement déterminant ou autre chose qui leur vient à l'esprit quand ils parlent des célébrations?

M. Justin Hugh Brown: Évidemment, je ne peux parler que pour moi. Comme il s'agissait d'une célébration fortement ancrée dans la communauté, chaque communauté doit avoir sa propre opinion de l'événement et de ce qui a été mémorable.

D'un point de vue national, je crois que les deux moments les plus mémorables ont été la cérémonie New Dawn, en Australie-Centrale, et l'établissement d'une liaison ferroviaire entre Darwin et Adelaïde, chose qui tenait du rêve pour l'Australie depuis très longtemps. Je crois que ça restera gravé dans la mémoire de beaucoup de gens.

D'après moi, si vous souhaitez faire une forte impression sur la conscience collective, de grandes manifestations visuelles de ce genre à l'échelle du pays ont certainement des chances d'éveiller la fierté nationale. C'était un de nos principaux objectifs.

Le président: Merci, Votre Excellence. Nous vous remercions d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer aujourd'hui.

Beaucoup de questions ont été posées, car nous en sommes au début de notre étude sur le 150^e anniversaire, et nous souhaitons connaître l'avis de notre grande amie, l'Australie.

Je crois que vos commentaires et vos réponses nous permettront de tirer des leçons de votre expérience et nous éclaireront au moment d'élaborer des politiques et des programmes en vue de la célébration.

Merci beaucoup de votre présence aujourd'hui. Je vous présente mes meilleurs vœux.

M. Justin Hugh Brown: Merci, monsieur le président.

Le président: La séance est suspendue jusqu'à l'arrivée des prochains témoins.

• (0925) _____ (Pause) _____

• (0935)

Le président: La séance reprend.

Je souhaite la bienvenue aux témoins du Comité permanent du patrimoine canadien, qui se penche sur le 150^e anniversaire du Canada. L'événement aura lieu en 2017, évidemment, mais comme l'ont dit d'autres témoins, il n'est pas trop tôt pour commencer à y penser.

Nous accueillons aujourd'hui André Picard, vice-président aux Affaires publiques et corporatives du Groupe Juste pour rire, et Louise Pothier, directrice des expositions et de la technologie à Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal.

Bienvenue à vous deux.

Vous avez jusqu'à 10 h 30 pour faire une déclaration préliminaire, le cas échéant, puis les membres auront l'occasion de vous poser des questions.

Je vous donne la parole, monsieur Picard, pour votre déclaration préliminaire.

M. André Picard (vice-président, Affaires publiques et corporatives, Groupe Juste pour rire): Bonjour.

[Français]

mesdames et messieurs les députés.

Je suis André Picard, vice-président des Affaires publiques et corporatives du Groupe Juste pour rire.

Je voudrais remercier M. Paul Calandra, secrétaire parlementaire du ministre du Patrimoine canadien, M. James Moore, qui a suggéré

que je sois invité à témoigner devant vous ce matin. Je l'ai rencontré la semaine dernière avec mes collègues de FAME Canada.

[Traduction]

FAME Canada — Festivals and Major Events Canada — est un organisme national qui regroupe des festivals de partout au pays, dont le festival Luminato, le Festival international du film de Toronto, le Festival de Stratford,

[Français]

le Carnaval de Québec, le Festival d'été de Québec,

[Traduction]

et le Bluesfest d'Ottawa.

[Français]

La mission de FAME est de jouer un rôle de chef de file dans la promotion économique et sociale du secteur des festivals et des événements canadiens d'envergure internationale auprès du gouvernement, des médias et du public.

[Traduction]

Ma présentation ne sera peut-être pas exactement comme je l'aurais souhaité. On vient de célébrer l'Halloween — on m'a invité jeudi après-midi, et je vous remercie pour le privilège — et ma fille de 18 ans m'a demandé d'organiser une soirée pour l'occasion, probablement parce que je travaille dans le domaine de l'organisation d'événements. Ça a duré presque 12 heures.

Des voix: Oh, oh!

M. André Picard: Les grands festivals et manifestations qui font partie de FAME contribuent à faire connaître à l'étranger le Canada en tant que pays dynamique et fier de sa culture.

[Français]

Je vous félicite de tenir ces audiences. Pour moi, il n'est pas trop tôt pour parler d'une initiative qui peut avoir l'envergure d'un 150^e anniversaire.

Permettez-moi de commencer avec une histoire très personnelle. En 1967, l'année du centenaire du Canada, j'avais 12 ans. Je terminais mon primaire et j'entrais à l'école secondaire, en huitième année, à l'automne suivant.

Le centenaire du Canada coïncidait avec l'Expo 67 à Montréal, une expérience formatrice ou, devrais-je plutôt dire, transformatrice pour moi, mes amis, leurs grands frères, leurs grandes sœurs et leurs familles. En fait, pour toute notre société. Le Québec sortait de la grande noirceur et était en pleine révolution tranquille. Pour les gens de ma génération et moi-même, il n'y a pas vraiment de point de comparaison. Nous sortions de l'enfance, et l'Expo 67 a été une expérience déterminante. J'ai découvert le Canada, mon pays, ses provinces et le monde, en visitant chacun des pavillons. J'ai visité plusieurs pavillons plus d'une fois, le jour et la nuit. J'ai littéralement vécu sur le site pendant tout l'été. J'ai souvent été le premier au guichet de l'Île Sainte-Hélène, le ventre collé contre la barrière à attendre que l'exposition ouvre pour explorer le site. J'ai découvert les gens, les images, la musique et la cuisine de tous les pays et de toutes les cultures. Mon passeport — souvenez-vous, on avait un passeport — était plein de tampons du début à la fin. Je l'ai encore.

Je pense que si ça se tenait aujourd'hui, j'aurais les logos du centenaire du Canada et de l'Expo 67 tatoués sur les deux épaules.

• (0940)

[Traduction]

La tenue de l'exposition universelle et la célébration de notre centenaire ont eu pour effet d'ouvrir les yeux des Canadiens sur leur immense capacité et sur les occasions de réussite au Canada et à l'étranger. Elles ont inspiré toute une génération d'entrepreneurs, notamment dans le domaine des arts. C'était, en quelque sorte, la renaissance du Canada. L'héritage qu'elles ont laissé, les centres culturels, les places publiques et les infrastructures communautaires, façonne depuis l'identité canadienne et nos vies.

[Français]

C'était aussi l'époque de Perspectives Jeunesse, un programme qui a donné un sens à la vie et à l'avenir à une génération et qui a aussi développé l'esprit d'initiative, d'entrepreneuriat et de responsabilité sociale.

[Traduction]

J'ai parlé à Normand Legault récemment. Il a été le propriétaire et le promoteur du Grand Prix du Canada de Montréal pendant 20 ans. Aujourd'hui, il est président du conseil du parc Jean-Drapeau et de Montréal International.

Je lui ai demandé ce qui avait inspiré une génération d'entrepreneurs dans les domaines de la culture et du sport comme Gilbert Rozon, fondateur de Juste pour rire, Alain Simard, fondateur du Festival international de jazz de Montréal, des FrancoFolies et de Montréal en lumière, et Guy Laliberté, fondateur du Cirque du Soleil. Où ont-ils trouvé le courage de se lancer dans de telles entreprises? Où ont-ils puisé la confiance nécessaire pour réaliser leur vision et leur rêve? Sa réponse a été Expo 67. Tout était possible.

À mon avis, ces deux manifestations, le centenaire et Expo 67, ont déclenché une réaction en chaîne.

Un de vous a posé une question sur les technologies. J'aimerais y revenir. Au début des années 1990, j'ai eu le privilège de travailler à Toronto pour IMAX Corporation, une entreprise canadienne créée grâce au brevet australien protégeant le projecteur à boucle déroulante. Ça a été une expérience professionnelle et personnelle unique et exceptionnelle. Aujourd'hui, la marque et l'expérience cinématographique IMAX sont reconnues partout dans le monde.

Les fondateurs se sont réunis pour mettre sur pied l'entreprise à la suite d'Expo 67. Si on se rappelle bien, les pavillons les plus populaires ont été les pavillons cinématographiques, avec leurs cinémas

multiécrans interactifs aux scènes et aux écrans pivotants. Trois de ces créateurs ont participé à la production de deux films: un pour un pavillon sur le Nord, et l'autre, produit par l'Office national du film du Canada, pour le labyrinthe, un des pavillons les plus populaires.

Ils rêvaient de bâtir un pavillon du genre dans chaque ville du monde, et d'offrir une expérience cinématographique incomparable, à la fine pointe de la technologie, et elle l'est toujours aujourd'hui.

Je pourrais aussi parler de pionniers mondiaux du 3D, une technologie qui fait maintenant partie intégrante de l'expérience cinématographique.

Peu de gens le savent, mais Normand Legault, un homme très érudit, a fouillé dans nos archives nationales. Le mérite d'Expo 67 revient, avec raison, à Jean Drapeau, le légendaire maire de Montréal. Cependant, ce sont le premier ministre John Diefenbaker et Sarto Fournier, maire de Montréal en 1962 entre deux mandats de Jean Drapeau, qui ont obtenu l'exposition, et qui ont appuyé la candidature de Montréal après que Moscou eut retiré la sienne.

Un autre succès mondial est né au moment d'une célébration nationale. En 1984, à l'occasion du 450^e anniversaire de la découverte du Canada par Jacques Cartier, la province cherchait à créer un événement qui toucherait tous les Québécois. Guy Laliberté, fondateur du Cirque du Soleil, a convaincu les organisateurs que la meilleure façon serait d'organiser une tournée provinciale de sa troupe, composée d'équilibristes, de jongleurs, de danseurs, de cracheurs de feu et de musiciens.

Cet événement a été lancé par Gilles Ste-Croix dans la petite ville de Baie-Saint-Paul, sur les rives du Saint-Laurent, et n'a pas cessé depuis. Je crois qu'il est possible de mesurer les répercussions des célébrations d'un centenaire.

J'ai parlé avec Daniel Gélinas, directeur général du Festival d'été de Québec. Il m'a dit qu'il avait un message pour vous lorsque je lui ai dit que je vous rencontrais aujourd'hui. Il vous suggère de vous servir des plateformes existantes, comme des festivals, petits et grands, qui animent les villes de notre pays.

Si je peux me permettre quelques mots sur Juste pour rire — pour faire un peu d'autopromotion —, Gilbert Rozon a eu cette idée folle en 1982. Créateur dans l'âme, il s'est rendu compte que tous les principaux arts de la scène, sauf l'humour, avaient leur festival. Les festivals Juste pour rire ont vu le jour le 14 juillet 1983: 16 artistes francophones ont présenté 35 spectacles dans quatre salles de Montréal. Environ 5 000 personnes ont vu ces spectacles, avec les galas à la télévision.

En 1985, nous avons ajouté Just For Laughs. En 1988, nous avons ajouté des activités extérieures. Aujourd'hui, le Festival Juste pour rire de Montréal, présenté par Videotron avec le concours de Loto-Québec, est un des plus grands événements culturels au pays, en plus d'être le plus grand festival d'humour du monde. Il attire plus de 1 250 000 personnes chaque été à Montréal.

•(0945)

Plus récemment, ce qui distingue les Jeux olympiques de 2010, je crois, c'est l'adhésion et la participation de la population canadienne. La fierté nationale ainsi créée ressemblait à un puissant courant électrique, à un champ magnétique qui a parcouru le pays et qui a uni la nation pour célébrer la tenue des jeux et accueillir le monde. Le nombre record de médailles d'or que nous avons récoltées a été l'accomplissement ultime.

Le relais de la flamme a allumé l'esprit olympique dans toutes les régions du pays et a permis aux citoyens canadiens de s'approprier cet événement excitant. Grâce à l'Olympiade culturelle et aux pavillons des provinces, les Jeux olympiques ont mis en vedette le peuple canadien dans ce qu'il a de plus beau, malgré les différences. Ils ont créé une expérience pancanadienne qui a charmé les visiteurs et qui a inspiré les citoyens d'un océan à l'autre.

Les jeux de 2010 ont laissé en héritage des installations à la fine pointe de la technologie, mais, encore plus important, un sentiment d'appartenance et une fierté qui ont rassemblé notre peuple et lui ont donné le sentiment que tout était encore possible. Le 150^e anniversaire doit raviver cette flamme qui brûle toujours dans le coeur des Canadiens et des Canadiennes et leur donner le goût de célébrer le sesquicentenaire — il fallait que je le dise au moins une fois. Disons plutôt le 150^e. Il s'agit de célébrer nos réalisations passées et les innombrables possibilités qui s'offrent à nous.

Moses Znaimer, pionnier et innovateur reconnu, certains diraient même illustre, dans le milieu des médias, a déjà dit que le concept des Jeux olympiques était dépassé. Selon lui, plutôt que d'avoir d'immenses projets d'infrastructure et une concentration de compétitions sportives dans une seule ville, en cette ère de mondialisation — et c'était avant l'explosion d'Internet —, pourquoi ne tiendrait-on pas plutôt une grande manifestation dans chaque grande ville du monde? Ça serait différent en raison des fuseaux horaires, et chaque pays pourrait accueillir une manifestation particulière. Vous pourriez peut-être vous inspirer de cette vision pour la planification du 150^e anniversaire.

Même en cette ère de messages instantanés et de billets sur Twitter, une initiative d'envergure nationale demande du temps pour grandir et des racines pour se propager. Vancouver 2010 est un exemple à suivre quant à l'information graduelle des citoyens, à la conception des célébrations et à leur mise en oeuvre.

Internet 2.0 nous a initiés au contenu généré par les consommateurs. La scène et l'écran ont évolué depuis 1967. Il existe aujourd'hui encore plus de plateformes pour nous divertir, nous informer et nous éduquer au travail, à la maison et partout, ou presque, où nos posons les yeux ou tendons l'oreille.

Pour planifier et concevoir le 150^e anniversaire, il faut connaître l'opinion des citoyens canadiens. Il est important de mettre à contribution les organisations existantes et d'assurer l'uniformité de la marque et du message sur toutes les plateformes. Il ne faut surtout pas oublier les institutions comme Radio-Canada, l'Office national du film et le Centre national des Arts, qui ont participé et énormément contribué aux manifestations de ce genre dans le passé.

Les grands festivals et salons canadiens sont parmi les meilleurs du monde, et leur programmation met en valeur ce que le Canada et le monde ont de meilleur à offrir. Ces événements qui se déroulent partout au pays célèbrent tous les aspects de la culture canadienne, des beaux arts à la tragédie en passant par la comédie, de la culture à l'agriculture — qui ont plus en commun qu'on pourrait le croire — en passant par le sport. Ce réseau de manifestations d'envergure

mondiale devrait être mis à profit pour les fêtes du 150^e anniversaire, pour servir de vitrine aux réalisations et aux talents canadiens.

Merci.

•(0950)

Le président: Merci, monsieur Picard.

Madame Pothier.

Mme Louise Pothier (directrice, Expositions et technologies, Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal): Je vous remercie, monsieur Moore, pour cette invitation.

[Français]

Messieurs et mesdames les députés,

[Traduction]

Je ferai ma déclaration en français. Je présenterai une brève introduction en anglais, mais je passerai ensuite au français.

L'an dernier, Pointe-à-Callière, en collaboration avec la ville de Montréal et le gouvernement du Québec, a réalisé d'importantes fouilles archéologiques dans le Vieux-Montréal, sur le site du marché Sainte-Anne, où était situé le Parlement du Canada-Uni de 1832 à 1849. Ces fouilles ont non seulement permis de mettre au jour un site important et ses vestiges, elles ont aussi fait revivre une page importante de l'histoire du Canada, page qui, étonnamment, n'était connue que de très peu de gens à Montréal, bien entendu, au Québec et au Canada.

Aujourd'hui, notre objectif est de nous assurer que ce site ne sera plus jamais oublié.

[Français]

Pointe-à-Callière est un musée d'archéologie et d'histoire inauguré en 1992, à l'occasion du 350^e anniversaire de Montréal. Il s'agit donc d'un musée de commémoration érigé sur le lieu de fondation de la ville.

Le musée forme un complexe qui regroupe cinq sites historiques reconnus d'importance nationale par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. C'est le seul grand musée d'archéologie au Canada.

Pointe-à-Callière accueille entre 350 000 et 400 000 visiteurs par année. Il a une image positive dans les médias. Il s'est mérité 80 prix d'excellence dont une douzaine sur le plan international. Malgré sa jeunesse, il a déjà une reconnaissance publique.

Le musée a également une certaine expérience en organisation d'événements commémoratifs.

[Traduction]

Je vais prendre comme exemple la grande paix de Montréal, qu'on a célébrée en 2001. C'était le 300^e anniversaire de la signature d'un traité de paix entre les Français et leurs alliés autochtones. L'événement a attiré 2,5 millions de visiteurs à Montréal cet été-là. Nous avons aussi reçu la visite des jeunes ambassadeurs, notamment grâce au jumelage d'écoles de Montréal et d'écoles crie du Nord. Ils ont été invités à passer une fin de semaine à Montréal durant les célébrations. Nous avons donc une certaine expérience dans l'organisation d'événements commémoratifs.

[Français]

Je suis ici pour vous présenter un grand projet amorcé par Pointe-à-Callière dans le Vieux-Montréal, soit la création de la Cité de l'archéologie et de l'histoire, un vaste complexe qui regroupera une dizaine de lieux historiques et patrimoniaux.

La première phase de ce projet est d'ailleurs déjà en construction, avec l'aménagement de la Maison-des-Marins, où se trouveront de nouveaux espaces publics, des expositions et des espaces éducatifs. Ce sera prêt en 2012.

Ce qui nous intéresse est la deuxième phase, prévue d'ici 2017. Cela s'inscrit dans le contexte du 375^e anniversaire de la fondation de Montréal et du 150^e anniversaire de la Confédération.

L'une des composantes majeures de ce projet est le site du parlement du Canada-Uni. Il s'agit d'un vaste site archéologique d'importance nationale, où se trouvent les fondations encore intactes d'un bâtiment de plus de 100 mètres de long, de même que les riches niveaux d'occupation qui nous permettent de reconstituer l'histoire du site.

Ce bâtiment a d'abord été construit pour abriter un marché, en 1832. Il a été converti en parlement en 1844, alors que Montréal est devenue la capitale du Canada, de la Province du Canada, ou Canada-Uni. C'est devenu le premier site du parlement permanent au Canada. Ce bâtiment possédait la caractéristique tout à fait unique d'avoir été construit au-dessus d'une rivière canalisée en pierre, qui faisait partie intégrante de ce monument. Tout cela est encore intact sous la surface. Le parlement est localisé dans le Vieux-Montréal, à la place d'Youville, en face de l'Agence des services frontaliers du Canada. Certains d'entre vous connaissent peut-être ce bâtiment, puisque c'est celui où logent les ministres lors de leurs séjours à Montréal.

La Ville de Montréal a investi près de 1,5 million de dollars pour y réaliser la première phase de fouilles archéologiques, l'été dernier. D'ailleurs, nous complétons en ce moment la fermeture du chantier en prévision de l'hiver. L'objectif était d'en mesurer l'importance et l'intégrité, et de mieux connaître son potentiel pour sa mise en valeur. Les résultats de ces travaux dépassent nos attentes. Des dizaines de milliers d'artefacts ont été mis à jour, et les fondations du bâtiment ont été retrouvées intactes, en excellent état de conservation, sur une profondeur de cinq mètres.

Ces fouilles archéologiques ont suscité la participation de milliers de visiteurs, et elles ont généré au moins 250 reportages pancanadiens très positifs, notamment à l'émission *Découverte* de Radio-Canada.

Dans la pochette qui vous a été distribuée, vous trouverez un échantillonnage des reportages qui ont été diffusés tout au long de l'été. Je vais vous avouer qu'on n'a pas eu à faire beaucoup d'efforts. Il y a eu un achalandage de journalistes extrêmement surprenant tout au long de l'été, ce qui nous a ravi, bien sûr. On a été surpris d'une telle popularité.

Le projet a même suscité l'intérêt sur la Colline du Parlement à Ottawa, relativement aux archives des lois conservées au Sénat. Pour la petite histoire, précisons qu'à notre connaissance, une seule loi, datée d'avril 1849, a échappé aux flammes qui ont détruit ce bâtiment le soir du 25 avril 1849. Ce document, cette loi se trouve actuellement aux archives du Sénat; j'ai pu la voir.

Les archéologues ont jusqu'à maintenant retrouvé, dans les niveaux de débris de l'incendie, quelques fragments de documents en papier dans un état malheureusement très fragmentaire. La voûte qui abritait au sous-sol les documents officiels n'a pas encore été

localisée ni fouillée, ce qui nous permet d'espérer pour l'avenir. Des milliers d'autres objets moins périssables ont été recueillis; ils documentent et évoquent des aspects de la vie parlementaire et de la société canadienne de cette époque. Certains objets sont même assez touchants.

Je vous ai apporté, en primeur, un artefact intéressant qui a été retrouvé sur le site. On pourra peut-être l'examiner pendant la période des questions. Je vais quand même vous en donner un aperçu. Ce sont des lunettes qui ont été retrouvées dans les débris de l'incendie. Quand l'incendie s'est déclaré, les députés siégeaient encore, ce soir-là, au parlement. Il y a eu une évacuation rapide. Par quel hasard ces lunettes se sont-elles retrouvées dans les débris et ont-elles été retrouvées intactes?

● (0955)

Étant moi-même archéologue, je sais que dans ce métier, on aime bien se raconter des histoires. On pourrait même imaginer qu'elles appartiennent à un député ayant quitté l'édifice pendant la bousculade. On pourrait s'en raconter bien d'autres. Par contre, certaines histoires sont vraies et documentées.

Comme vous le savez, nous allons célébrer le 150^e anniversaire de la Confédération en 2017 ainsi que le 375^e anniversaire de Montréal. Ce sont des circonstances intéressantes. Bien sûr, étant donné que le musée Pointe-à-Callière est né au moment du 350^e anniversaire de Montréal, nous allons aussi fêter son 25^e anniversaire. Alors en quoi consiste ce projet prévu pour 2017?

Il fait partie d'un complexe archéologique et historique majeur qui comprend trois sites distincts, dont le site du parlement et la canalisation en pierre de la petite rivière, qui est un véritable joyau d'ingénierie civile. Elle date de la première moitié du XIX^e siècle. On peut entrer dans le collecteur et y marcher. Cette voûte en pierre est extraordinaire. Dans toute l'Amérique du Nord, c'est probablement la canalisation souterraine en pierre la plus ancienne. Les Canadiens peuvent vraiment en être fiers. Étant donné qu'elle n'est pas ouverte au public, elle n'est pas connue, mais notre objectif est de la rendre accessible à la population. Enfin, il y aura une nouvelle salle d'exposition sous l'édifice des Douanes du gouvernement du Canada. Nous sommes déjà en communication avec les gens de Travaux publics Canada pour ce qui est de l'utilisation de ce lieu.

Quelle est l'importance du site du parlement de Montréal? C'est un symbole majeur dans l'histoire canadienne. En 1848, c'est là que fut votée la loi relative au gouvernement responsable. Louis-Hippolyte La Fontaine et Robert Baldwin étaient alors au pouvoir. Cette loi a été sanctionnée par le gouverneur général de l'époque, Lord Elgin. D'autres lois importantes y ont également été votées. Mentionnons également que des Pères de la Confédération ont siégé à ce parlement de Montréal, notamment John A. Macdonald, George-Étienne Cartier et Alexander Galt.

Ce projet prévu pour 2017 se veut rassembleur. Il a la capacité de rejoindre toutes les Canadiennes et tous les Canadiens. Il est aussi identitaire, car il touche cette corde sensible qu'est l'accord des peuples entre eux. Nous avons beaucoup à retenir de cette période de notre histoire. Il souligne également de façon tangible un élément fondateur de la démocratie canadienne. Ce projet est porteur de valeurs canadiennes qu'il est important de partager et de transmettre aux générations aussi bien actuelles que futures. Ces valeurs sont la démocratie, le respect et la liberté. Nous sommes convaincus qu'en raison de son importance et de son rayonnement, le site du parlement de Montréal deviendra également un site touristique majeur.

En conclusion, nous recommandons que ce projet devienne le legs patrimonial du Canada à l'occasion des célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération. Le fait que cela coïncide avec le 375^e anniversaire de Montréal permettra de conjuguer deux commémorations importantes. Très peu de villes ont le privilège de connaître leur lieu de fondation, d'avoir conservé des traces physiques de toutes les époques de leur histoire et, surtout, d'avoir la capacité de les rendre accessibles à la population canadienne.

Nous avons la chance extraordinaire d'avoir accès à un lieu symbolique fort et rassembleur qui est toujours intact sous la surface et qui, bien que méconnu jusqu'à tout récemment, suscite déjà énormément d'intérêt dans les médias et le public. Nous avons besoin de votre appui pour faire en sorte que ce lieu ne tombe pas de nouveau dans l'oubli. Étant donné qu'on parle d'oubli et de mémoire, je voudrais vous raconter une petite histoire.

L'année dernière, quand on a annoncé le projet de fouilles archéologiques sur le site du parlement, un collectionneur est venu nous rencontrer et nous a offert un objet extraordinaire.

● (1000)

[Traduction]

Je ferai de mon mieux pour rendre l'émotion qui s'est emparée de nous à ce moment-là. Cet objet serait les armoiries royales du Royaume-Uni et proviendrait du bâtiment qui a abrité le Parlement de Montréal au XIX^e siècle. Un collectionneur a acheté cet objet dans un salon d'antiquaires dans l'État de New York il y a 15 ou 20 ans.

Il a acheté cet objet parce qu'il le trouvait intéressant. Le vendeur lui avait dit que l'objet provenait du parlement de Montréal. L'homme n'avait pas cru cette histoire, mais comme il trouvait l'objet intéressant, il l'a acheté et l'a suspendu dans le salon de son appartement, à New York. Lorsqu'il a lu l'article paru dans *The Globe and Mail*, l'an dernier, il a réalisé que le vendeur avait peut-être dit vrai. Il est venu à Pointe-à-Callière nous offrir les armoiries. Il nous a demandé de vérifier si l'histoire était vraie.

Comme vous pourrez le lire dans les documents que je vous ai remis, j'ai été très étonnée et fascinée de constater que cet objet se trouvait dans la chambre d'Assemblée, l'équivalent de la Chambre des communes aujourd'hui. Il était suspendu au-dessus du siège du président. Personne ne savait que cet objet avait été sauvé. On croyait que seul le portait de la reine Victoria, qui se trouve maintenant dans la chambre du Sénat au Parlement, à Ottawa, avait été sauvé de l'incendie dans lequel ont brûlé quelque 20 000 livres.

Nous savons maintenant que cet objet existe. Vous trouverez une photo dans les documents qu'on vous a remis. C'est un objet assez gros, et il doit être remis en état. Il a été abîmé durant les événements du XIX^e siècle et les années obscures qui ont suivi son retrait du parlement. Maintenant, il est sorti de l'ombre. J'ai choisi ce projet parce qu'il s'agit d'un projet important et chargé d'émotion.

Je vous remercie de votre attention.

● (1005)

Le président: Merci beaucoup à tous les deux pour ces présentations très intéressantes. Elles nous aideront beaucoup pour notre étude sur le 150^e anniversaire.

Monsieur Young, vous pouvez poser une première question.

M. Terence Young: Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous les deux d'être présents parmi nous aujourd'hui. Vos présentations étaient toutes captivantes.

J'aimerais profiter de cette occasion pour dire aux représentants de Juste pour rire que, selon moi, *Gags* est l'émission canadienne la plus drôle qui soit, et de loin. Je ris juste à y penser. C'est très malin et finement pensé.

En passant, moi aussi, j'ai visité Expo 67, donc, je connais maintenant votre âge, André. Je pense que nous avons le même âge, ou peut-être, êtes-vous un peu plus jeune. Moi aussi, j'ai ressenti cette effervescence, et c'est pourquoi je suis emballé par ce projet. Nous avons le temps de nous préparer, et les idées créatives seront extrêmement utiles.

C'est logique de faire fond sur les plateformes existantes, de s'inspirer de ceux qui ont réussi et de travailler avec des professionnels qui ont de l'expérience en établissement de marque, en marketing et en gestion d'événements au Québec et dans les autres provinces.

J'ai une question pour vous, monsieur Picard, et j'aimerais que vous nous donniez des idées. Comment fait-on pour susciter l'intérêt et la participation de nouveaux talents, de jeunes qui n'ont pas encore connu le succès? Comment peut-on les faire participer à ce projet? Nous avons six ans pour nous préparer, il faut donc organiser des activités en vue de ces célébrations. Comment peut-on les amener à participer et à célébrer le Canada à l'échelle du pays?

M. André Picard: À Juste pour rire, nous utilisons divers moyens pour ce faire. Nous avons un réseau de recrutement mondial dont le Canada fait partie. Nous avons des représentants, qui travaillent pour la plupart à temps partiel, des personnes de l'industrie du divertissement et d'autres industries qui ont un intérêt, un amour ou une passion pour la comédie. Vous pourriez faire de même. Le Cirque du Soleil fait la même chose pour le cirque. Il se rend en Mongolie, dans les mines de la Russie, où ils ont trouvé beaucoup d'artistes. Il y a un réseau officiel de recrutement mondial qui peut être en quelque sorte reproduit pour tous les arts.

Aussi, comme nous travaillons dans l'industrie du divertissement, comme vous l'avez dit à propos du succès mondial de *Gags*, nous avons en français ce qu'on appelle *En route vers mon premier gala*, une sorte de « premier spectacle solo ». Nous essayons d'intégrer des événements précis dans notre plateforme d'émissions de télévision, de médias et de spectacles. Parfois, ils sont réalisés par un diffuseur différent, un diffuseur affilié, plus petit, ce qui nous sert de moyen pour joindre les jeunes et les amener à participer, et ce, durant toute l'année.

Les gens pensaient que nous étions fous quand nous avons proposé de fonder une école de l'humour. Pourtant, on avait dit la même chose pour les beaux-arts quelques centaines d'années auparavant, et la même chose pour la télévision et la radio il y a 50 ans. Les gens disaient que ça ne s'enseignait pas, qu'il fallait être un génie ou avoir un talent naturel, que c'était inné, et qu'on ne pouvait pas l'enseigner. Mais on peut enseigner la comédie de la même façon qu'on enseigne la sculpture, la peinture, etc., et ça ne veut pas dire qu'on ne peut pas être un excellent artiste sans passer par ce processus.

Je pense qu'il y a des sentiers formels, certains sans aucun doute liés aux médias, et que la même chose existe aujourd'hui pour le contenu généré par l'utilisateur, qui est un sentier moins formel, plus spontané, moins organisé. Je dirais donc que, dans cette optique, si on prend seulement notre domaine et le domaine des arts, on pourrait réaliser de nombreux projets.

La Ligue nationale d'improvisation est un autre exemple du Québec. Cette ligue a été fondée par un groupe de comédiens qui voulaient faire de l'improvisation à partir de... Je ne sais pas si vous connaissez ça. Ça se déroule sur une petite patinoire de hockey, avec un arbitre et différents types d'improvisation chronométrés: un joueur, deux joueurs et toute l'équipe. Eh bien, le mouvement s'est répandu dans les écoles secondaires, les cégeps et les universités, et c'est devenu un phénomène d'envergure mondiale, avec un tournoi national.

Donc, je pense que certaines idées, qui ne semblent être que le noyau d'un phénomène local qui a pris naissance sur le Plateau Mont-Royal, au Québec, peuvent devenir des phénomènes qui s'intègrent verticalement et horizontalement dans le système d'éducation et dans la société.

• (1010)

M. Terence Young: Je vous remercie pour cette réponse exhaustive. Je suis certain que vous pourriez nous en apprendre davantage. J'espère que vous serez disposé à revenir nous voir.

Avez-vous pensé à des thèmes pour les célébrations depuis jeudi dernier?

M. André Picard: Non...

M. Terence Young: Bien.

M. Paul Calandra: Bien?

Nous avons parlé un peu avec le haut-commissaire de l'Australie des événements qui se sont déroulés à l'extérieur du pays et de la manière dont nous pourrions promouvoir — ou s'il y a lieu de promouvoir — le 150^e anniversaire du Canada à l'étranger. J'étais à Chypre il y a deux ans environ, et *Just For Laughs* jouait à la télévision. C'était une des seules choses à la télévision à Chypre. J'espère que je n'offenserai personne, mais il n'y a pas grand chose à regarder à la télévision là-bas. Eh bien, *Just For Laughs* jouait, et c'était traduit en grec.

Le seul autre endroit où je me suis rendu à titre de député est Taïwan, et, bien entendu, *Just For Laughs* jouait à la télévision taïwanaise. Je ne sais pas si vous savez dans combien de pays est diffusé *Juste pour rire* ni si nous pourrions commencer à promouvoir le 150^e anniversaire du Canada par cette émission?

M. André Picard: Ça varie. Avec *Juste pour rire*, nous avons atteint un sommet de 135 pays et 98 compagnies aériennes. L'avantage des *Gags*, c'est qu'il n'y a pas de paroles. Le contenu non verbal est très puissant. La nature des compagnies aériennes a évolué un peu avec les écrans encastrés dans les dossiers.

Nous avons fait quelque chose de semblable avec Tourisme Québec durant des années. Nous avons repéré les lieux de tournage qui sont des emblèmes ou des icônes de Montréal, les parcs, etc. Nous avons refait le générique initial et les intercalaires pour identifier Montréal et Québec, pour favoriser le tourisme. Ça serait facile de faire la même chose pour représenter le Canada partout dans le monde. Ça pourrait être mis en place assez rapidement.

Nous venons de lancer *Juste pour rire pour les enfants*, et on dirait que l'émission connaîtra autant de succès.

Le président: Merci.

Madame Boutin-Sweet.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Merci, monsieur le président.

Je pense que ce ne sera pas difficile de comprendre pourquoi je veux poser des questions à Mme Pothier. Je connais bien le musée. Malheureusement vous n'avez pas cette chance, alors j'aimerais que vous puissiez bien le connaître aussi. Je sais bien que les sites archéologiques qui ont été retrouvés là sont très importants pour l'histoire non seulement de la ville de Montréal, mais de la province et aussi du Canada. Je pense que Mme Pothier a bien rendu cela. Il y a des choses qui sont très peu connues dans l'histoire. Moi-même, étant archéologue, je ne savais même pas, quand j'ai commencé à travailler au musée, que le parlement canadien avait été là. Donc, des faits très peu connus, comme le fait que le gouvernement responsable a commencé là, etc., démontrent à mon avis l'importance de ces sites.

Quand on a rencontré le ministre Moore, l'autre jour, il a suggéré, avant de déterminer les activités du 150^e, d'aller consulter différents groupes, par exemple des villes, des provinces, etc. Alors, j'aimerais avoir une idée de l'importance que la Ville de Montréal accorde aux projets du musée, particulièrement le projet de développement de la mise en valeur du parlement canadien.

• (1015)

Mme Louise Pothier: En fait, elle y accorde une importance énorme. Le seul fait d'avoir contribué pratiquement à hauteur de 1,5 millions de dollars pour les fouilles archéologiques et le projet qu'on a fait cet été, et dont les résultats vont être livrés en début d'année 2012, démontre l'intérêt de la ville. Les fouilles ont été faites sur un site municipal, un ancien stationnement qui a été là pendant 80 ans. Je pense que la ville a un désir de transformer ce lieu. À elle seule, c'est évident que c'est une tâche quand même importante. Elle a engagé des sommes importantes dans son plan triennal d'immobilisation pour les prochaines années dans l'espoir... En fait, l'objectif pour 2017, pour la Ville de Montréal au même titre que pour le gouvernement du Québec, en est un d'importance. Jusqu'à maintenant, la ville a manifesté l'intérêt de faire de ce lieu le legs patrimonial de la ville à l'occasion du 375^e anniversaire. Déjà, il y a une volonté politique en place, mais c'est un projet qui ne peut se faire qu'avec la ville uniquement. Évidemment, si on combine la nature même du site, qui était le site du parlement, et le fait qu'on célèbre le 150^e anniversaire de la Confédération, je crois que cet alignement des astres constitue une occasion importante qu'il faut saisir.

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Merci. Vous avez parlé aussi de projets rassembleurs, d'activités qui ont déjà été faites par le musée dans le passé et qui pourraient être faites, par exemple, auprès des écoliers. Est-ce que le musée avait pensé à certaines choses qui pourraient être faites en ce sens pour rassembler et rejoindre différents groupes, par exemple les écoliers?

Mme Louise Pothier: Le musée reçoit déjà 100 000 jeunes par année. Il s'agit donc d'une clientèle pratiquement abonnée. Il s'agit à la fois de groupes scolaires et de jeunes qui viennent en famille.

Depuis une quinzaine d'années, on a fait beaucoup de projets sur le site. Bien entendu, ce sont des projets éducatifs, mais on fait également des projets qui utilisent les technologies.

Il y a, par exemple, des expositions virtuelles et des jeux en ligne. Le musée a une très grande expertise dans ce domaine et c'est un aspect qu'on veut explorer.

On peut souvent réaliser des projets rassembleurs. Quand on dit rassembleur, en fait, il s'agit de rejoindre aussi des gens qui sont dans des lieux éloignés de Montréal. On peut faire venir des gens à Montréal, mais on peut aussi les rejoindre là où ils sont.

Je pense, entre autres, aux médias sociaux comme Facebook, par exemple. On peut, bien sûr, déployer différents projets sur la scène canadienne pour rejoindre des jeunes. On peut aussi faire des sites éducatifs afin de transmettre cette page d'histoire qui est très peu connue par la plupart des Canadiens.

C'est une page d'histoire que je ne connaissais pas, moi non plus, avant de travailler au musée. Je pense qu'on a beaucoup de travail à faire. Je peux vous garantir que les projets pour rejoindre la population et l'intéresser à cet événement historique ne manqueront pas.

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Justement, quel genre de coopération entrevoyez-vous avec le gouvernement fédéral?

Mme Louise Pothier: Le gouvernement fédéral a déjà travaillé avec Pointe-à-Callière pour la création du musée, en 1992. Ce n'est pas nouveau, ce ne serait pas une première.

On travaille déjà avec le ministère du Patrimoine canadien pour différents projets. On travaille déjà avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ainsi qu'avec l'Agence du revenu du Canada. D'ailleurs, pour la petite histoire, dans le complexe archéologique du musée, on trouve la première douane de Montréal, la douane canadienne à Montréal. La douane montréalaise se trouve toujours dans le périmètre de Pointe-à-Callière.

C'est un travail de collaboration. Bien sûr, on le voit dans le contexte du 150^e anniversaire. Je pense qu'il s'agit de poursuivre un travail de collaboration avec le gouvernement et non pas de l'amorcer. C'est vraiment une poursuite. C'est une tradition bien ancrée avec le gouvernement du Canada.

Je ne sais pas si ça répond à votre question.

•(1020)

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Oui, ça répond à ma question, merci.

Ai-je encore du temps à ma disposition?

[Traduction]

Le président: Vous avez 20 secondes.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Avez-vous d'autres partenaires pour le projet?

Mme Louise Pothier: Ce projet a une certaine envergure; on parle d'un projet d'environ 70 millions de dollars. On va travailler avec la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec. On amorce une campagne de financement privée. L'un des enjeux est notamment le fonctionnement.

Le financement privé prévu est d'environ 10 millions de dollars, pour ce projet. Il y a donc des partenaires à tous les niveaux.

[Traduction]

Le président: Merci.

Monsieur Simms.

M. Scott Simms: Je pensais qu'on recommençait dans l'autre sens.

Le président: Eh bien, nous avons commencé un nouveau...

Une voix: Un autre tour après...

Le président:... tour, donc c'est sept.

M. Scott Simms: Je pense que la dernière fois que nous avons recommencé un tour, ce n'était pas... Peu importe, je suis le sens...

Le président: Vous avez six minutes et demie.

M. Scott Simms: Seigneur, on dirait mon ex-femme.

Des voix: Oh, oh!

M. Scott Simms: Pardonnez-moi. J'ai dit ça à voix haute, non?

Une voix: On veut savoir.

M. Scott Simms: Pour le compte rendu...

Un des concepts dont vous avez parlé portait sur le fait d'avoir une ville avec un thème, et qu'elle accueille plusieurs groupes provenant de villes et de communautés de partout au pays. Ça ressemble à ce que vous avez dit sur les Jeux olympiques. Je crois que c'était l'idée de Moses.

M. André Picard: Oui.

M. Scott Simms: Ça a retenu mon attention. Je pense que ça serait une bonne idée. Célébrons le fait que notre pays est un des endroits du monde où on trouve les artistes les plus talentueux — je dirais même, par habitant, le meilleur endroit du monde, compte tenu du nombre de jeunes talents dans le monde — même si on considère que le talent est subjectif, mais vous saisissez l'idée... très célèbre, certainement.

Montréal serait peut-être l'endroit où célébrer les artistes d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Si vous optez pour un autre thème, comme la gouvernance, ça pourrait être une autre ville. J'aime cette idée.

Dans le cas d'Expo 67, un certain sentiment — pardonnez-moi, car vous étiez là, et M. Young aussi y était — d'identité canadienne en est ressorti. Pourriez-vous me dire, puisque je n'étais pas présent, comment on pouvait le constater? Je pense à tous les pavillons érigés en l'honneur des grandes cultures de ce monde. Comment avons-nous réussi à prendre position en tant que Canadiens?

M. André Picard: Selon moi, et comme ils disent à la télévision, à ma connaissance, premièrement, le passeport était fantastique. Parce que c'était un passeport canadien; on l'avait en main. Parfois ce sont des accessoires ou des symboles. Nous possédons ce genre d'artefact: le passeport est devenu un artefact des temps modernes.

Deuxièmement, je dirais que le pavillon canadien se distinguait par sa silhouette et sa forme vraiment uniques. L'architecture façonne l'espace dans lequel nous vivons. L'architecture se retrouve non seulement dans les lieux que nous habitons, mais aussi sur le Web d'une certaine manière.

Il faut penser au monde physique et virtuel, et en même temps, je crois, comme on l'a dit, car ça fait partie de ce qu'on appelle les programmes de sensibilisation. Mais, dans notre cas, il faut penser à la sensibilisation dès le premier jour. Par le passé, nous avons souvent pensé à la sensibilisation après avoir terminé un projet. Mais maintenant, les organisations visionnaires y réfléchissent dès la gestion d'un programme. Je penserais à ça aussi.

Sur place, si je me souviens bien, chaque province avait un pavillon. Le logo était aussi très évocateur. Tous ces détails comptent.

Le pavillon de l'Ontario était la place la plus courue en ville, à Montréal. Imaginez! On y présentait chaque soir des concerts rock et des spectacles dont tout le monde parlait. J'étais un peu trop jeune pour y assister, mais mes frères et mes soeurs aînés passaient leur temps là-bas. Les pavillons canadiens faisaient vivre des expériences fantastiques.

• (1025)

M. Scott Simms: Oui, j'aime l'idée d'avoir des thèmes généraux et des pavillons provinciaux, des choses comme ça, et l'idée que les gens de partout au pays puissent sentir comment on vit au Yukon. Comme je viens de l'autre bout du pays, je pense que ça m'intéresserait beaucoup.

Je pense qu'avec Expo 67, et durant les années suivantes, jusqu'au milieu des années 1970, être Canadien est devenu quelque chose de plus tangible. Je pense que nous sentions que c'était quelque chose dont on pouvait parler sans ambiguïté, de ce que c'était que d'être Canadien. Peut-être que ça pourrait faire renaître ce sentiment.

M. André Picard: Oui, et on a bien tenu compte de la nature bilingue du pays dans les politiques d'embauche et de formation.

Un des films produits par Graeme Ferguson et réalisé par Robert Kerr, deux des trois fondateurs d'IMAX, a peut-être été le premier film bilingue de l'histoire. Il était diffusé simultanément en anglais et en français dans un des pavillons dont le thème était le Grand Nord et les Autochtones du Canada. Il s'agit d'accorder beaucoup d'attention aux détails et d'avoir des personnes créatives qui interprètent ce qu'on pourrait considérer comme des objectifs culturels et sociaux abstraits.

M. Scott Simms: Madame, je suis heureux qu'on ait retrouvé une partie de notre héritage grâce à ce qui a été découvert dernièrement. C'est une idée fantastique, pour le compte rendu. Ça m'intéresse beaucoup. J'avais lu quelque chose là-dessus, et maintenant que j'ai lu les documents, je trouve que c'est une grande découverte. Ce sera probablement un héritage durable de ce que nous étions en voie de devenir, encore plus que de ce que nous étions à l'époque. Beaucoup de choses se sont réalisées.

Quand on parle de recréer un parlement modèle, combien faudrait-il pour en faire ce qui est illustré dans vos schémas?

Mme Louise Pothier: En gros, environ 70 millions de dollars. Votre question portait sur le coût, n'est-ce pas?

M. Scott Simms: En gros, oui.

Mme Louise Pothier: Si on parle seulement du parlement, je dirais entre 25 et 30 millions.

M. Scott Simms: Vous voulez dire pour les chambres parlementaires?

Mme Louise Pothier: Oui. C'est un site souterrain, situé juste sous la surface du stationnement qui s'y trouvait. C'était un très gros immeuble, de 100 mètres de longueur. Ce que nous en ferons dépend du budget. L'ampleur de la mise en valeur et l'espace rendu accessible au public dépendent aussi du budget dont nous disposerons.

Ça peut être complet ou... Mais nous ne voulons pas nécessairement occuper le site en entier. Nous allons probablement réserver la partie nord du site aux prochaines générations. Donc, elle restera intacte pour s'assurer de préserver suffisamment de valeur et d'essence pour voir et comprendre ce que c'était à l'époque. C'est pour pouvoir montrer une grande partie du site.

Le président: Merci, monsieur Simms.

Monsieur Hillyer, vous pouvez prendre les quelques minutes qui restent.

M. Jim Hillyer (Lethbridge, PCC): Merci.

Monsieur Picard, comment pouvons-nous nous servir du 150^e anniversaire du Canada pour inspirer les Canadiens non seulement à propos du Canada, mais aussi à propos de ce que le Canada peut devenir? Vous avez parlé du Cirque du Soleil, des courses de formule 1 à Montréal, d'IMAX, etc., et du fait d'avoir été inspiré par les célébrations du centenaire. Je pense que si on est trop directif quant à ce que le Canada peut devenir — que si les gens avaient été trop directifs en 1967 —, personne n'aurait envie de trouver de nouvelles idées.

Comment faire? Il faut dire « voici ce que le Canada peut devenir » sans être trop directif. Auriez-vous des idées?

• (1030)

M. André Picard: C'est difficile de donner une réponse simple. On m'a demandé si j'avais des thèmes en tête, et c'est une question encore plus difficile, mais ma réponse à votre question se rapproche un peu de ce que vous disiez.

Pour moi, c'est une question d'espoir et de rêve. Bien entendu, c'est aussi une question de budget, comme vous l'avez constaté avec ce projet. J'ai lu un peu sur le sujet dans les journaux, mais y il a toute une gamme de possibilités quant à la portée et aux réalisations possibles. De toute évidence, reproduire la confluence d'Expo 67, du centenaire et d'un boom économique est impossible, du moins pas à cette échelle. Il faut se fixer des objectifs sociaux, culturels et peut-être même économiques assez généraux, et ensuite faire confiance aux artistes, aux interprètes et aux créateurs des musées pour les interpréter.

Certains établissements ont dit dans des rencontres précédentes avoir de la difficulté à planifier sur une base annuelle. De toute évidence, les musées en sont incapables. Certains de leurs projets peuvent durer de 25 à 30 ans. Mais il y a de nombreux projets au Canada qui en sont à la première, à la deuxième ou à la troisième étape. Il ne faut pas écarter ces projets au profit exclusif des « nouvelles » nouveautés, comme on a tendance à le faire actuellement. Donnons aussi une chance aux choses auxquelles on n'a pas encore pensé. Fixons des budgets et trouvons une idée directrice. C'est là l'avantage des expositions nationales et mondiales, ou des Jeux olympiques: ils ont une idée directrice.

C'est une combinaison de choses. Il faut trouver dans nos activités de commerce et de marketing ce qui sert de mât de chapiteau, pour utiliser la métaphore du cirque. Il faut s'étendre mais garder quelques mâts — des établissements, des lieux et des événements —, tout en laissant aux artistes et aux interprètes la possibilité de vous faire part de leur interprétation de vos suggestions, comme vous avez commencé à le faire ici, et comme je pense que nous l'avons toujours fait au Canada. Peu importe leur âge, vous serez étonnés.

Le président: Je vous remercie, monsieur Picard et madame Pothier.

Nous vous sommes très reconnaissants de votre présence. Vos présentations étaient très intéressantes. Nous ne faisons que commencer notre étude du 150^e anniversaire du Canada, et votre avis est très précieux. Nous y reviendrons.

[Français]

Mme Marjolaine Boutin-Sweet: Avant l'ajournement de la séance, j'aimerais présenter une modification à l'ordre du jour, s'il vous plaît. Après en avoir discuté avec M. Calandra — comme vous le savez, on aime travailler ensemble —, on aimerait travailler ensemble à des modifications à ma motion. Je suis d'accord avec lui, cela ne me pose pas de problème. J'aimerais reporter le débat sur ma motion à la prochaine séance du comité, s'il vous plaît.

[Traduction]

Le président: D'accord.

Est-ce que le comité souhaite poursuivre...

Une voix: [Note de la rédaction: inaudible]

Le président: ... ou y a-t-il d'autres questions? Ça va?

Nous allons examiner les affaires du comité à huis clos.

[La séance se poursuit à huis clos.]

POSTE  MAIL

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

Poste-lettre

Lettermail

**1782711
Ottawa**

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5

If undelivered, return COVER ONLY to:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : 613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : 613-954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Additional copies may be obtained from: Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: 613-941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: 613-954-5779 or 1-800-565-7757
publications@tpsgc-pwgsc.gc.ca
<http://publications.gc.ca>

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>